

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 153/00

ÉFAI – 000352 – AMR 41/027/00

"Avertissement: Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer"

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

MEXIQUE	Raymundo Nava Ventura Onésimo Gil Pérez, dirigeant de la <i>Coordinadora Campesina y de Organizaciones Sociales (CCOS, Coordination de paysans et d'organisations sociales)</i> Margarito Eugenio Rufina Gabino Eugenio Manuel Victoriano Eugenio Manuel Eugenio Eugenio Neri et 17 autres personnes Tous appartiennent à trois communautés indigènes de la localité d'Ayutla de los Libres (État de Guerrero)
----------------	---

Londres, le 8 juin 2000

Selon certaines sources, une liste noire de l'armée indiquant les noms de 23 membres présumés d'un groupe d'opposition armé aurait été mise en circulation par les forces de sécurité de l'État de Guerrero. Par le passé, des personnes accusées d'entretenir des liens avec des groupes d'opposition armés ont été victimes d'arrestations arbitraires, d'actes de torture et de « disparition ».

Cette liste comporte les noms de membres présumés de l'*Ejército Popular Revolucionario* (EPR, Armée populaire révolutionnaire). Il s'agit notamment de 18 personnes appartenant à la Barranca de Guadalupe, une communauté de la localité d'Ayutla de los Libres, ainsi qu'un dirigeant et d'autres membres de la *Coordinadora Campesina y de Organizaciones Sociales* (CCOS, Coordination de paysans et d'organisations sociales). La liste a été montrée à un membre du CCOS par un responsable des autorités locales en mai 2000.

Les défenseurs locaux des droits humains craignent que la liste n'ait été établie par des agents des services de renseignements militaires, en collaboration avec des membres de la communauté voisine, La Unificada. Celle-ci a été formée par des partisans du parti au pouvoir, le *Partido Revolucionario Institucional* (PRI, Parti révolutionnaire institutionnel), lorsqu'ils ont quitté la Barranca de Guadalupe en janvier 1999. Des membres de La Unificada ont, semble-t-il, coopéré étroitement avec des unités militaires basées dans la localité d'Ayutla de los Libres lors d'une campagne de menaces et d'intimidation dirigée contre des résidents de la Barranca de Guadalupe. Ces événements ont été signalés aux autorités, qui n'ont apparemment pris aucune mesure.

Amnesty International craint que les autorités n'exploitent les divisions entre les communautés locales dans le but de faire apparaître les opposants politiques au PRI, le parti au pouvoir, comme des membres de groupes d'opposition armés. Dans le passé, ce type d'accusation a abouti à des arrestations arbitraires, des actes de torture, des « disparitions » et des exécutions extrajudiciaires.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les violences politiques sont endémiques dans l'État de Guerrero, l'un des 32 États qui composent la fédération mexicaine, dans lequel l'armée maintient une forte présence, officiellement pour combattre les groupes d'opposition armés et lutter contre le trafic de stupéfiants. Cette présence militaire et l'existence de groupes d'opposition armés ont contribué à créer la grave situation des droits humains que connaît cet État. Le soutien tacite apporté par l'armée aux partisans du PRI aggrave souvent les divisions entre communautés locales. Les tensions sont particulièrement vives à l'approche de l'élection présidentielle, qui doit avoir lieu le 2 juillet.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme/télex/fax/lettre exprès/lettre par avion (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par le fait qu'il circule actuellement une « liste noire » contenant les noms de 23 membres présumés de l'EPR, dont 18 membres de la communauté de Barranca de Guadalupe ;

– exhortez les autorités à prendre toutes les mesures jugées appropriées par les personnes dont le nom figure sur cette liste, en vue de garantir leur sécurité ;

– demandez aux autorités de mener sans délai des enquêtes indépendantes et exhaustives sur la circulation de la liste et sur le danger qu'elle fait courir aux personnes citées dans ledit document ;

– rappelez aux autorités qu'elles sont tenues de veiller au respect des normes internationales en matière de droits humains dans la conduite de toutes leurs opérations anti-insurrectionnelles.

APPELS À :

Remarque : les lignes de fax peuvent être difficiles à obtenir et les télécopieurs sont souvent éteints en dehors des heures de bureau. Si vous ne parvenez pas à obtenir la communication, attendez un peu et faites un nouvel essai. Si quelqu'un décroche, dites « *el tono de fax, por favor* » [la ligne de fax, s'il vous plaît].

<p>Président de la République : Dr. Ernesto Zedillo Ponce de León Presidente de la República Palacio Nacional, Patio de Honor Primer piso, Col. Centro México D.F., C.P. 06067 Mexique Télégrammes : Presidente, México, Mexique Fax : 52 5 515 5729 Formule d'appel : <i>Señor Presidente / Monsieur le Président de la République,</i></p>	<p>Procureur général de la République : Lic. Jorge Madrazo Cuellar Procurador General de la República Av Reforma 65, esq. Violeta Col. Guerrero México D. F., CP 06300 Mexique Télégrammes : Procurador, PGR, D. F., Mexique Fax : 52 5 346 0906 Formule d'appel : <i>Señor Procurador General, / Monsieur le Procureur général,</i></p>
<p>Gouverneur de l'État de Guerrero : Lic. René Juárez Cisneros Gobernador del Estado de Guerrero Palacio de Gobierno, segundo piso Plaza Central, Primer Congreso de Anahuac Colonia Centro, Chilpancingo 39000 Guerrero, Mexique Télégrammes : Gobernador, Guerrero, Mexique Fax : 52 747 28319 Formule d'appel : <i>Señor Gobernador / Monsieur le Gouverneur,</i></p>	<p>Commission nationale des droits humains : Dr. José Luis Soberanes Fernández Presidente de la Comisión Nacional de Derechos Humanos Periférico Sur 3469, 5o piso Col. San Jerónimo Lídice, México D. F., C.P. 10200, Mexique Fax : 52 5 135 0595 Courrier électronique : correo@cndh.org.mx Formule d'appel : <i>Estimado Dr. Soberanes, / Monsieur,</i></p>

COPIES À :

<p>ONG de défense des droits humains : Centro de Derechos Humanos de la Montaña Tlachinollan, A.C Calle Mina No. 26 Colonia Centro Tlapa 41304, Guerrero, Mexique</p>		
---	--	--

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.
APRÈS LE 20 JUILLET 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DU SECRÉTARIAT INTERNATIONAL OU DE VOTRE SECTION
S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait
foi.
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -*